

*Voici le huitième numéro du bulletin d'informations internationales de l'Union syndicale Solidaires. Sa diffusion aux militant-e-s, aux adhérent-e-s est de la responsabilité des structures membres, qui peuvent le reproduire à volonté, le glisser dans leurs propres journaux, bulletins, etc., en reprenant des articles...*

## **Gaza : arrêt immédiat de l'offensive militaire meurtrière du gouvernement israélien**

A Gaza, l'attaque militaire israélienne s'accroît, les morts et les blessés en grande majorité sont des civils. Les tirs de roquette depuis la bande de Gaza servent de prétexte au gouvernement israélien pour justifier son offensive meurtrière. Toute attaque contre des populations civiles est insupportable. La réponse ne peut en aucun cas résider dans le blocus infligé depuis des années à Gaza et maintenant dans une offensive militaire israélienne qui punit collectivement la population palestinienne et conduit à une catastrophe humanitaire

Le syndicalisme est porteur de valeurs de paix et de solidarité internationale. **La résolution politique de ce conflit passe par un arrêt immédiat de l'agression militaire israélienne, la fin du blocus de Gaza et le retrait des troupes israéliennes hors de Gaza, la protection de la population palestinienne.**

La France et l'Union européenne doivent suspendre l'accord d'association avec l'Etat d'Israël et toute coopération militaire. Tout doit être mis en œuvre pour faire respecter le droit international, le respect des droits humains et les résolutions de l'ONU. La paix dans cette région du monde passe par le droit du peuple palestinien à disposer d'un état souverain.

**L'Union syndicale Solidaires réaffirme son soutien au peuple palestinien** et veut contribuer à l'instauration d'une paix juste et durable dans cette partie du monde garantissant le droit du peuple palestinien, comme au peuple israélien, à vivre en sécurité dans un Etat souverain aux frontières reconnues.

C'est sur ces bases que l'Union syndicale Solidaires participe aux mobilisations actuelles de solidarité avec la population palestinienne, notamment aux manifestations qui ont eu lieu les 3 et 10 janvier.

## **Afghanistan : soutien à la venue d'une militante de RAWA**

*Des syndicats (dont Solidaires), associations, organisations politiques, ont décidé de faire venir une militante de RAWA en France, pour une tournée nationale en février 2009 qui lui permettra de rendre compte de la situation de son pays et du combat que ces femmes mènent.*

Depuis des années, le peuple afghan subit l'emprise des troupes impérialistes de l'Otan qui ont mis en place le gouvernement à leur solde d'Hamid Karzai. Parallèlement, il subit l'oppression sanglante des fondamentalistes islamiques. Et ce n'est pas le souci des puissances occupantes, qui, sous couvert de « guerre contre le terrorisme », ont installé des fondamentalistes au gouvernement et la Chari'a dans la Constitution. Sous prétexte de « défense des droits des femmes et de la démocratie », elles justifient cette politique qui n'a rien à voir avec cela ! Nous, militants associatifs, politiques et syndicaux, condamnons la présence des troupes étrangères et soutenons les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, ainsi que toutes les forces progressistes afghanes combattant les forces réactionnaires de leur pays comme l'occupation impérialiste.

**RAWA (Association Révolutionnaire des Femmes Afghanes), fondée en 1977, est partie prenante de ce combat. En effet, elle s'est opposé aux interventions étrangères successives dans ce pays, que ce soit celle de la Russie, ou des Etats-Unis et de ses alliés, dont la France. Ces derniers ont financé des forces religieuses réactionnaires dans un premier temps, puis, en 2001, ont envahi l'Afghanistan pour écarter du pouvoir les Talibans qu'ils avaient contribué à installer. Accomplissant un travail courageux de défense des droits humains, RAWA a par exemple scolarisé clandestinement, sous les Talibans, des milliers de femmes. Aujourd'hui, ses militantes considèrent que loin d'avoir amélioré la situation, l'occupation étrangère l'a dégradé. Les troupes de l'OTAN ont ajouté aux formes précédentes d'oppression, la barbarie et le chaos d'un conflit militaire dont aucun des protagonistes ne représente une alternative progressiste pour la population.**

## Appel pour la relaxe des jeunes arrêtés devant l'ambassade grecque

Six jeunes ont été arbitrairement arrêtés lors de la manifestation de soutien aux étudiants grecs vendredi 12 décembre à Paris. La police a pris prétexte de ce que la manifestation n'était pas autorisée, pour choisir au hasard quelques manifestants. Après 48 heures de garde à vue, où pendant les premières 24 heures, ils n'ont pu rencontrer ni avocat, ni médecin et où ils ont été menacés et privés de sommeil, ils sont passés en comparution immédiate.

Ils ont été inculpés de violence en réunion contre la police, destruction de biens publics en réunion et refus de prélèvement ADN. Ils risquent jusqu'à 5 ans de prison. Face au manque de preuves, le juge a décidé de reporter leur procès. Il aura lieu le 19 janvier (en pleine période d'examens), au TGI de Paris, à 13h30, dans la 23ème chambre correctionnelle.

Ces arrestations arbitraires attestent de la volonté du gouvernement de renforcer la répression contre le mouvement social. Sarkozy, dans les dernières semaines de sa présidence européenne, a voulu témoigner sa **solidarité envers le gouvernement de droite de Caramanlis, qui fait face en Grèce à un mouvement social très important, justifié par l'assassinat par la police d'un jeune de 15 ans et par des revendications sociales très fortes.**

C'est aussi un signal lancé pour décourager les nombreuses luttes sociales qui ne manqueront pas de se développer avec l'aggravation de la crise financière. Cette crise frappe en effet les couches populaires, dont les jeunes, dans toute l'Europe.

Nous ne tolérerons pas d'aussi graves atteintes aux libertés individuelles et collectives. Ces jeunes n'ont commis le crime que de manifester leur opinion et leur soutien à la jeunesse grecque. On ne peut accepter qu'ils risquent 5 ans de prison pour avoir simplement pris part à une manifestation. **Nous exigeons la relaxe pure et simple des 6 jeunes mis en cause et l'arrêt des poursuites. Nous appelons à un rassemblement lors de la tenue du procès lundi 19 janvier à 13 heures, métro Cité en face du TGI de Paris.**

Liste des premiers signataires : AC!, Alternative libertaire, APEIS, ARS Combat, ATTAC, ATTAC Campus Quartier latin, CEDETIM, CNT, Collectif Droits Nouveaux, Europe Solidaire sans frontières, Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives, Fondation Copernic, FSE, FSU, Groupe Communiste du Conseil de Paris, Groupe CRI, IPAM, Jeudi Noir, LCR, Les Alternatifs, Marches Européennes, Marxistes Unitaires, NPA, PCF, Réseau Féministe « Ruptures », RESPAIX Génération Conscience, Réveil des Consciences, Stop Précarité, **Union Syndicale Solidaires.**

## Algérie : intersyndicale autonome de la fonction publique

L'Intersyndicale Autonome de la Fonction Publique revendique et agit pour :

- Des **services publics de qualité et accessibles** pour tous.
- L'**augmentation des salaires** dans la Fonction publique, la **revalorisation de la valeur du point indiciaire** et son **indexation** sur un pouvoir d'achat viable, ainsi que le **paiement régulier des salaires.**
- La **participation des syndicats autonomes à l'élaboration de la législation sociale et syndicale**, des statuts et régimes indemnitaires des différents secteurs.
- L'**intégration des contractuels et vacataires** par la création de nouveaux postes budgétaires.
- L'instauration d'un **régime de retraites** assurant une vie dans la dignité.

Cette plate-forme revendicative rassemble le Syndicat National Autonome des Personnels de l'Administration Public (**SNAPAP**), le Conseil National Autonome des Professeurs de l'Enseignement Secondaire et Technique (**CNAPEST**) le Syndicat Autonome des Travailleurs de l'Education et de la Formation (**SATEF**), le Conseil National des Enseignants du Secondaire (**CNES**), le Conseil de Lycées d'Algérie (**CLA**), le Syndicat National des Professeurs de l'Enseignement Paramédical (**SNPEPM**), le Syndicat National des Travailleurs de l'Education (**SNTE**).

[www.maisondessyndicats-dz.com](http://www.maisondessyndicats-dz.com)

*Pour en savoir plus sur le syndicalisme en Algérie, lire le numéro de la revue internationale Solidaires ... Pensez aussi à commander le N° 4 qui sort de l'imprimerie !*

## Maroc : solidaires avec les syndicalistes du rail !

Nous avons pris connaissance de la nouvelle vague de répression exercée par la direction de l'Office National des Chemins de Fer du Maroc, envers les militants de l'Organisation Démocratique du Rail. **Les mutations arbitraires que la direction de l'ONCF veut imposer à quinze militants, le licenciement du secrétaire général qui a refusé ce diktat, n'ont d'autres buts que d'essayer de briser le syndicalisme indépendant que développent les camarades de l'ODR.** Mutations à des centaines de kilomètres de leur famille, rétrogradations, sanctions financières, ... l'arsenal répressif est large, et utilisé depuis la création de l'ODR ! La mutation du secrétaire général de l'ODR dans une gare fermée au service depuis 1997, montre bien l'acharnement de la direction de l'ONCF. Les refus quasi-systématiques de congés vont dans le même sens : il s'agit de **brimades envers les militants, et aussi d'essayer de déstabiliser le fonctionnement du syndicat.** La fédération des syndicats SUD-Rail organise le soutien international des camarades de l'ODR.

[www.syndicatconf.tk](http://www.syndicatconf.tk)

## Argentine : pour une réponse unifiée des travailleurs face à la crise

Des délégués du personnel et des travailleurs de la zone sud de la province de Santa Fe - appelés par les syndicats de Aceiteros de Rosario (huileries), Amsafe Rosario (enseignants), Atilra Rosario (industrie laitière), COAD (Université de Santa Fe), La Bancaria Rosario (banques), Prensa Rosario (presse), ATE Rosario (fonctionnaires), UOM Villa Constitución (métallurgie), Sitram San Lorenzo (automobile), et par la Centrale des Travailleurs Argentins-Rosario - se sont réunis en une Première Assemblée plénière pour **débattre et chercher des réponses unitaires face à la crise**. Nous pensons qu'il s'agit d'un premier pas fondamental que nous devons faire connaître largement et renforcer par l'organisation sur tous les lieux de travail.

C'est dans cette perspective que nous nous sommes mis d'accord sur les points suivants :

- ⇒ Non aux licenciements et aux fins de contrats. Défense de tous les postes de travail.
- ⇒ Partage des heures de travail sans affecter les salaires.
- ⇒ Usine qui ferme, usine remise en route par ses travailleurs.
- ⇒ Aucune baisse salariale. Augmentation des salaires. Salaire minimum vital mobile. 82 % pour les retraités.
- ⇒ Augmentation des budgets de santé et d'éducation.
- ⇒ Paiement d'une double prime de fin d'année.
- ⇒ Allocation universelle par enfant.
- ⇒ Solidarité avec les camarades de Paraná Metal, General Motors, et tous ceux qui font face à des licenciements ou des fins de contrats.
- ⇒ Démocratie syndicale. Solidarité avec les camarades d'Atilra Rosario et avec les travailleurs du Métro face aux attaques de la bureaucratie.
- ⇒ Non au paiement de la dette extérieure.
- ⇒ Unité latino-américaine contre l'impérialisme.

### Plan d'action :

- Participer à la **mobilisation convoquée** en soutien aux camarades de Paraná Metal.
- **Nous rassembler devant chaque entreprise qui annonce des licenciements** pour nous mettre à la disposition des camarades affectés.
- **Avancer dans l'organisation nécessaire pour impulser une grève régionale**, et, dans le même élan, impulser la réalisation d'une **grève nationale** qui permette d'unifier les travailleurs de chaque recoin de l'Argentine face à l'offensive patronale.
- **Diffuser largement et sur chaque lieu de travail cette déclaration**, et avancer vers la réalisation d'une 2<sup>ème</sup> Assemblée plénière massive.

[www.frentedariosantillan.org](http://www.frentedariosantillan.org)

## Dettes, FMI, Banque mondiale : des questions ... et des réponses

Voilà une version actualisée du livre « 50 questions 50 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale », publié il y a 6 ans. Damien Millet et Eric Toussaint sortent cette version actualisée et complétée qui décrypte le discours officiel sur la dette et envisage les scénarios possibles pour sortir de l'impasse. Ils exposent les différents arguments moraux, politiques, économiques, juridiques, écologiques sur lesquels repose la revendication d'une annulation de la dette publique.

Depuis la crise de la dette qui a éclaté en 1982, malgré leurs innombrables richesses naturelles et humaines, les pays du tiers-monde sont saignés à blanc. Le remboursement d'une dette devenue colossale prive leurs populations de la satisfaction des besoins les plus élémentaires. La dette est devenue un mécanisme très subtil de domination et le moyen d'une nouvelle colonisation. La dernière initiative d'allègement de la dette, lancée en fanfare par le G8 en 2005, ne change pas la donne. Une approche radicalement différente doit être envisagée : **l'annulation pure et simple de cette dette, illégitime et largement odieuse**.

Ce livre répond à différentes objections. Une fois libérés de leur dette extérieure, les pays ne risquent-ils pas de retomber dans le piège d'un endettement insoutenable ? Les régimes dictatoriaux et corrompus ne vont-ils pas profiter d'une annulation de la dette ? Les contribuables des pays du Nord ne vont-ils pas faire les frais d'une annulation ? Chine, Amérique latine, fonds souverains, fonds voutours, quel rôle pour ces nouveaux acteurs de premier plan ? Le remplacement de la dette publique externe par la dette publique interne constitue-t-il une solution ? Quels liens entre la dette et la crise alimentaire mondiale qui a commencé en 2007-2008 ? Les auteurs montrent que l'annulation de la dette, condition nécessaire mais non suffisante, doit être accompagnée d'autres mesures. Ils posent aussi la question : qui doit à qui ? Ils soutiennent la demande de réparations.

Illustré de graphiques et de tableaux, cet ouvrage montre clairement la responsabilité des promoteurs du néolibéralisme, des institutions financières internationales, des pays industrialisés mais aussi la complicité des dirigeants du Sud.



[www.cadtm.org](http://www.cadtm.org)

## Confédération des Syndicats Autonomes du Sénégal

*Nous reprenons ici des extraits d'un communiqué de la CSA, qui traite essentiellement des suites d'une démarche unitaire entamée depuis plusieurs mois, marquée par une grève générale en mai.*

... Appréciant le compte rendu de la **rencontre avec l'UNSAAS, le secrétariat salue cette importante initiative et réaffirme l'engagement de la CSA à œuvrer au rapprochement des cadres autour d'objectifs de lutte précis**, pour apporter des réponses attendues aux revendications syndicales.

La CSA exprime son soutien à toutes les initiatives prises par la population pour lutter contre la cherté de la vie et le coût excessif de l'électricité qui soumettent les populations à rude épreuve au moment où l'Etat maintient son train de vie dispendieux...

**... Du reste c'est là une des raisons qui avaient amené l'Intersyndicale des Centrales à appeler à la grève générale du 22 mai 2008. La CSA reste dans cette dynamique et réaffirme son ouverture à toute organisation syndicale ou cadre unitaire déterminé à se battre pour l'amélioration du pouvoir d'achat des travailleuses et travailleurs.**

Analysant la situation de l'Institution de Prévoyance Retraite du Sénégal (IPRES) à la lumière des récentes révélations faites par la presse, la CSA condamne fermement, toute forme de spéculation ou de manipulation hasardeuse de nature à mettre en péril les réserves de cette institution. Pour la CSA, sa seule priorité à l'IPRES c'est la préservation de l'autonomie de gestion de cette institution conquise de haute lutte par les travailleurs, la garantie de ses réserves en vue de sécuriser les allocations qu'il faut réviser en hausse pour permettre aux retraités de faire face au coût élevé de la vie. Cela passe par le renouvellement des organes délibérants de l'IPRES dont le mandat est arrivé à terme et le fonctionnement régulier des mécanismes de prise de décision...

**... Enfin la CSA réaffirme sa solidarité avec ses partenaires de l'Intersyndicale des Centrales et appelle à la mobilisation pour imposer la finalisation des négociations tripartites en vue d'une amélioration conséquente du pouvoir d'achat.**

## Burkina : 20<sup>ème</sup> anniversaire de la CGT-B, ... et répression étatique

Du 29 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 2008, Solidaires était invité par la confédération syndicale CGT-B à Ouagadougou, dans le cadre de la conférence organisée pour son 20<sup>e</sup> anniversaire. Cette visite faisait suite à celle d'un responsable de la CGT-B Bassolma Bazié, 2<sup>e</sup> Secrétaire Général Adjoint, lors du congrès national de Solidaires de St Jean-de-Monts en juin 2008. Dans le prolongement, le dossier du numéro 4 de la revue internationale Solidaires est consacré à ce pays...

**Le 13 décembre, la CGT-B avec d'autres syndicats, des associations et des partis politiques organisaient une marche pour la liberté, et notamment pour que la vérité soit faite sur l'assassinat il y a 10 ans du journaliste indépendant Norbert Zongo.** Depuis, les convocations et interpellations des responsables se multiplient. L'Union syndicale Solidaires a fait part de son soutien et est intervenu auprès de l'ambassade. A ce jour, il n'y a pas d'inculpation, mais le dossier n'est pas clos ...

[www.cgtb.bf](http://www.cgtb.bf)

## Grèce : Solidaires avec Konstantina Kouneva

**L'Union syndicale Solidaires et le syndicat SUD Nettoyage d'Ile de France souhaitent témoigner de toute leur sympathie envers Konstantina Kouneva, secrétaire générale du syndicat grec AUCDW (Union des employés de nettoyage et travailleurs domestiques),** attaquée dans la nuit du 22 décembre, à Athènes. Des « inconnus » lui ont jeté de l'acide au visage. Ce genre d'attaques n'est pas un phénomène isolé, d'autres militantes en ont été victimes dans différents pays. La responsabilité des gouvernements qui tolèrent ces faits est inqualifiable !

L'AUCDW est un syndicat qui s'oppose sans concession au patronat ; un patronat qui ne respecte même pas la réglementation du travail, pourtant déjà peu favorable aux salarié-e-s !

**L'Union syndicale Solidaires, le syndicat SUD Nettoyage d'Ile de France :**

- **condamnent cet acte intolérable,**
- **soutiennent Konstantina** dans ce moment particulièrement difficile,
- **réaffirment sa solidarité** avec l'AUCDW,
- **sont disponibles pour des initiatives de soutien internationales.**

## Gabon : le régime corrompu emprisonne ceux qui résistent

O. Bongo préside depuis des années un régime totalement corrompu. Des militants, des journalistes osent dire la vérité ... et le pouvoir les emprisonne. **L'Union syndicale Solidaires est partie prenante du mouvement de protestation et de solidarité.**